

Brève histoire des films et des messages de prévention en Europe

Anne Singer

Coordinatrice du Réseau Drogues & Images

L'état des lieux, fin 1998

Le projet *Drogues & Images* est né en mars 1994 dans le cadre de la Semaine Européenne de Prévention des Toxicomanies organisée par la Commission Européenne (DG5). Sous l'égide du CECD (Centre Européen contre les Drogues), il s'est concrétisé en octobre 94 par une série d'actions :

- colloque sur les outils de prévention
- festival de cinéma sur les drogues
- production d'une vidéo de spots de prévention des divers pays de l'UE
- publication d'un premier répertoire des films de prévention européens.

Le projet s'est poursuivi jusqu'en 99 :

- création en 1995 d'un réseau européen d'information sur les films de prévention (jusqu'à 25 membres)
- publication fin 1996 d'un répertoire de 1000 films de prévention européens
- publication d'une Lettre d'information trimestrielle sur les médias de prévention en 1997 et 1998,
- base de données en 4 langues, publiée en 1998 sur le site de l'OFDT.
- atelier de travail des membres du réseau sur les critères de validation des outils utilisés en Europe,
- mise à jour en janvier 99 de la base de données : 1250 films intégrant les 250 premières validations.

Ce travail en réseau a été interrompu fin 98, faute d'un renouvellement des subventions et la base de données a disparu de l'Internet fin 99.

Cet article rassemble quelques unes des connaissances rassemblées dans le cadre de ce projet.

Fin 1998, *Drogues & Images* répertoriait 1250 vidéos dont 110 spots et 1140 films de prévention. Parmi ces derniers :

- 595, soit près de la moitié, étaient à vocation purement préventive, 98, soit 10% concernaient les aides et les traitements,
- 447, soit 40%, étaient surtout informatifs, dont 249 en direction des professionnels (des enseignants aux médecins).

Qui produit ?

Jusqu'en 1995, les producteurs sont nombreux et variés :

- autorités nationales (dont des ministères),
- autorités régionales et élus locaux,
- associations, souvent moins timides dans leur messages,
- intervenants en toxicomanie,
- acteurs des secteurs éducatif, social et répressif,
- mutuelles et autres assurances,
- acteurs de l'information et de la communication,
- groupes d'opinion.

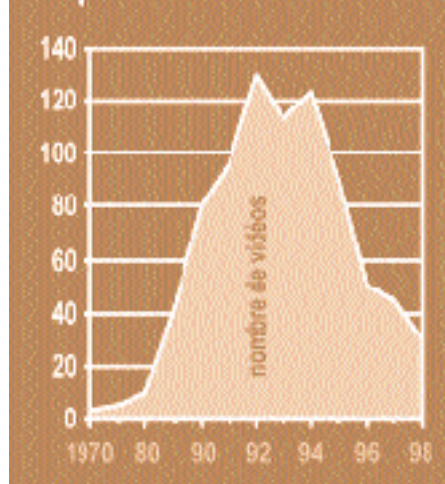
Le résultat a été une pléthore de films de prévention aux messages divers, parfois contradictoires, soulevant de nombreux débats d'experts. D'où la nécessité d'une réflexion et d'une harmonisation, tant aux niveaux nationaux qu'euro-péens.

Que produit-on ?

Un état des lieux fait en 1994 montrait que les sujets abordés dans les films étaient souvent liés aux problématiques et cultures spécifiques des pays :

- Dans les pays nordiques, il y avait une plus forte proportion de films de prévention de l'alcoolisme,
- Au Royaume-Uni et en Irlande, une majorité de films sur les solvants et beaucoup

La production de 1970 à 1998



de messages jouant sur l'émotion et la peur,

- En Espagne, beaucoup de campagnes étaient basées sur le "non" aux drogues,
- En Allemagne, les productions abordaient davantage les causes de la toxicomanies et les contextes sociaux, avec une approche d'éducation à la santé,
- Aux Pays-Bas, il y avait beaucoup de campagnes contre l'alcool et des films faisant la promotion de la politique du pays,
- En France, il y avait une grande diversité de sujets et de producteurs, dont des groupes d'opinion aux messages parfois critiques, polémiques et contradictoires. La faible production des autorités nationales encourageait les productions privées...
- En Belgique, une majorité de documentaires télévisés étaient utilisés en prévention,
- En Italie, il y avait des campagnes menées par les politiques, de nombreux documentaires généralistes et quelques perles rares sous forme de courts-métrages très cinéma.

Pour quels publics ?

On a d'abord commencé à produire en direction des enfants et des adolescents. A partir de 1993 le nombre de films s'adressant aux parents, enseignants et éducateurs dépasse celui des films destinés aux jeunes, traduisant ainsi une évolution du discours de prévention.

La tendance des production se renverse à nouveau à partir de 1996 : Avec l'arrivée sur le marché des nouvelles drogues de synthèse, on s'adresse à nouveau aux adolescents.

La production de films destinés aux usagers de drogues, généralement des films faisant la promotion de la réduction des risques et des services d'aide, reste inférieure à celle destinée aux autres publics.

Les films sont-ils mis à disposition ?

D'après une enquête faite par le réseau *Drogues & Images* en 1997/98, les pays où les vidéos sont le plus utilisées sont ceux les mieux dotés en centres de ressources, c'est-à-dire, par ordre d'importance :

- la Belgique, avec la Médiathèque de la Communauté Française de Belgique, met à disposition, en plusieurs centres régionaux (dont un bus itinérant), environ 400 vidéos d'éducation à la santé,
- L'Allemagne est dotée d'un réseau de centres de ressources, au niveau des Landers, des départements, des villes et des communes, distribuant de nombreux films éducatifs incluant la prévention drogues,
- La Suède et l'Autriche sont dotés de réseaux départementaux et urbains.

Les autres pays ont souvent des systèmes de distribution organisés par des associations, lesquelles apparaissent et disparaissent

sent faute de subvention (cela a été le cas en France avec Vidéotox et AIE - Addiction Information Exchange - au Royaume-Uni). Parfois des réseaux internes ou privés existent, non ouverts au public, souvent faute d'acquisition des droits d'exploitation.

L'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg sont parmi les pays où la mise à disposition de vidéos de prévention est quasiment nulle.

Quels types de films sont les plus utilisés ?

Par ordre de préférence, ce sont :

- les films d'éducation à la santé,
- les films préventifs,
- les documentaires,
- les spots et clips,
- les reportages TV
- les films de cinéma
- les débats TV

Les films d'éducation à la santé sont utilisés de façon plus intensive que les films préventifs. On peut sentir dans la concurrence entre ces deux types de films, des hésitations d'ordre politico-éthiques.

Les vidéos sont évidemment plus utilisées dans les 4 pays qui disposent d'un réseau de lieux ressources spécialisés dans l'audiovisuel (Belgique, Allemagne, Suède, Autriche), néanmoins elles peuvent l'être parfois à mauvais escient : manque de discernement dans le choix de la vidéo en fonction du public visé, emploi d'une vidéo pour éviter de préparer une intervention...

Pourquoi l'audiovisuel est-il peu utilisé ?

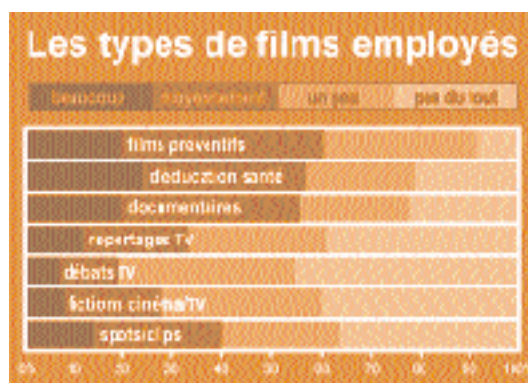
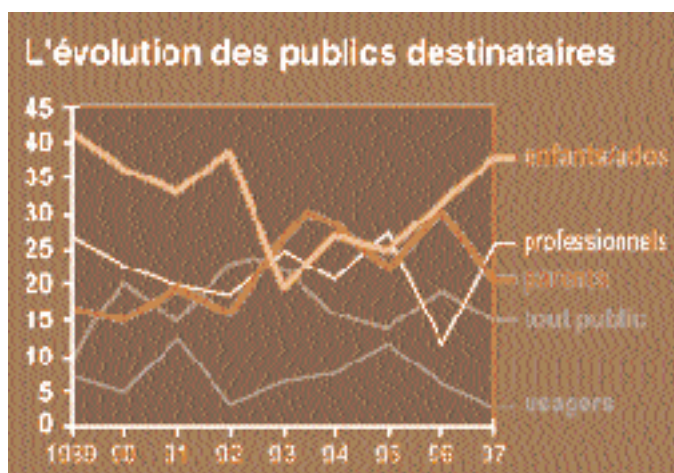
L'enquête *Drogues & Images* fait ressortir que 70% des acteurs de prévention, utilisateurs ou non d'outils audiovisuels, pensent qu'il y a un manque de guides, de concepts

au niveau de l'utilisation de l'audiovisuel: il leur est difficile de les choisir car ils ne savent pas quel type de message audiovisuel passe bien sans effet pervers, ils maîtrisent moins bien le langage audiovisuel que le langage verbal. Les enseignants en particulier sont mal à l'aise avec l'audiovisuel, car ils estiment n'avoir pas eu de formation à son utilisation.

Baucoup d'acteurs de prévention (60%) estiment ignorer les vidéos existantes et ne connaissent pas de lieux-ressources. Souvent ces lieux existent, mais n'ayant pas pas acquis de droits d'exploitation, leur collection est réservée à un usage interne et/ou confidentiel, et, de ce fait, ils ne se font pas connaître

55% des acteurs de prévention pensent que les vidéos (du moins celles qu'ils connaissent) ne sont pas satisfaisantes et 25% que l'outil audiovisuel est peu efficace.

Enfin, 30% estiment que l'achat d'une vidéo est trop onéreux, 22% n'ont pas de matériel pour les montrer et environ 15% estiment que leur location elle même est trop chère.



Les objectifs des messages

Faut-il faire peur ? Jouer sur l'émotion ?

Si l'utilisation de la peur pour dissuader toute consommation de substances illicites est l'argument qui a été utilisé dans les premiers films de prévention, il reste aujourd'hui l'argument privilégié des pays dont la politique est fondée sur la guerre à la drogue (USA, Suède, Norvège).

Image d'un
spot de
prévention
de l'alcool
diffusé en
Norvège en
l'an 2000



La peur est le premier argument qui vient à l'esprit de n'importe qui. Que l'on interroge le simple citoyen (micro-trottoirs), les jeunes (enquête espagnole sur le film de prévention idéal, 1994) ou les usagers de drogues (colloque *Drogues & Images* 1994), la réponse est unanime : *il faut faire peur !*

Cependant, dès le début des années 1980, une étude hollandaise (De Haers & Schuurman) montre que les messages basés sur la peur peuvent engendrer des toxicomanies.

Des études américaines semblent prouver le contraire et disent que ce type de message est efficace sur certaines tranches d'âge. Faut-il en conclure que la culture est différente aux États-Unis, ou que les études scientifiques peuvent être influencées par le politique ?

D'autres constatent que dans les pays qui utilisent la peur dans les messages de prévention, le nombre des usagers de drogue n'a cessé d'augmenter...

Enfin d'après les avis de médecins, psychiatres/psychanalystes, la peur ne convainc que ceux qui n'ont pas besoin d'être convaincus, elle n'atteint pas les groupes à risques. Les messages qui suscitent des émotions agissent surtout sur les jeunes à l'équilibre psychologique instable facteur de vulnérabilité.

Beaucoup de pays européens (pas tous) ont abandonné le thème de la peur fin 1994. Mais, les productions gouvernementales ayant sérieusement baissé, des productions associatives/privées ont pris le relais et le thème réapparaît de temps en temps.

Message dur ou doux ? Négatif ou positif ?

La publicité est marchande de bonheur : elle n'est pas efficace quand on montre les malheurs du monde a dit le publicitaire Jacques Séguéla. Il est facile de montrer un fumeur, mais pas un non-fumeur a dit Jacques Draussin (CFES) au cours du colloque *Drogues & Images* (1994). La publicité excelle à faire vendre un produit, mais non à dé-vendre.

Parmi les conclusions du CFES (séminaire 1996) et de la conférence de Vienne (1998, Commission Européenne), retenons que :

- les messages durs et fermés décrédibilisent l'émetteur,
- une communication dure peut marcher dans un pays et pas dans un autre. Des tests ont montré qu'en France elle provoque une mise à distance défensive du public,
- les messages durs engendrent des comportements d'exclusion,
- Les messages négatifs (Non aux drogues) ne marchent pas en publicité. Par ailleurs, les jeunes ne veulent pas qu'on leur fasse la morale, ni qu'on leur dicte leurs attitudes...

La conclusion de ces réflexions, est qu'en matière de prévention primaire, il n'y a plus guère d'alternative à part produire des messages positifs d'éducation à la santé destinés à renforcer les compétences de vie (où la mention des drogues est souvent absente), ou bien produire des messages laissant le débat ouvert.

Faut-il montrer les produits et parler de leurs effets ?

De nombreux autres débats ont animé, de 1993 à 1998, les discussions entre experts, notamment dans le cadre du *Groupe Jalons* et il est intéressant de les rappeler.

Certains pensaient que montrer les substances aux enfants pouvait avoir des effets pervers, mais que cela pouvait être utile à l'information des adultes. Il s'agit là d'une critique des pratiques des gendarmes-acteurs de prévention, qui se

déplacent en France, dans les écoles en montrant les différentes substances aux élèves de primaire.

J'ai participé en 1997 à une émission de RTL-TV au cours de laquelle un reporter avait interrogé un garçon de 10 ans sortant d'une telle séance. *Tu as trouvé ça intéressant ?* lui demanda le reporter. *Oh, oui, très !* répliqua l'enfant, les yeux brillants, avec une expression de gourmandise...

Cette différence d'approche était significative de l'absence de coordination nationale qui régnait entre les différents ministères intervenant dans le champ de la prévention.

Quelques films d'antan

1936 : Reefer Madness. Premier film de prévention connu, son générique dit en substance : *Ce film est le seul moyen d'attirer votre attention sur la terrible menace que la drogue fait peser sur notre jeunesse et qui fait chaque jour plus de ravages... Cette drogue, c'est la marijuana, un violent narcotique, un indicible fléau. Elle provoque tout d'abord une hilarité violente, incontrôlable, suivie de dangereuses hallucinations, d'idées fixes engendrant de monstrueuses extravagances (...)* Cela aboutit à des actes de violence et très souvent à la folie incurable. Toutes les scènes sont fictives mais s'inspirent des recherches scientifiques effectuées sur des sujets dépendants de la marijuana.

1940/44 : des actualisées cinéma françaises mettent en valeur des messages pour la promotion d'un corps sain.

1956 : Le Verre à la main, produit par l'OMS, dessin animé contre l'abus d'alcool, traduit en 13 langues, mondialement diffusé.

1964 : Himmelekspressen (*Express pour le ciel*) film danois sur l'abus d'alcool.

1967 : Faux amis, film de prévention de l'opium, produit par l'OMS en 6 langues.



1970 : The Drug Bug (*Le dingue de la drogue*) premier dessin animé pour enfants, où un crapaud, désireux de séduire une grenouille, avale de nombreux produits et explose en rejetant au sol pilules et seringues!

1971 : Premiers films de prévention de l'héroïne, l'un anglais **Gale is dead** et l'autre danois **Stof** (*Substance*).

Il faut faire quelque chose !

Au milieu des années 1990, la production d'outils pédagogiques précède la demande et il se constitue un véritable marché de la prévention. *Le désir de produire peut être perçu comme une nécessité et/ou comme le besoin de «placer» son propre discours au sein de l'agora afin de «contrer les discours concurrents, inappropriés, voire dangereux».* (Jalons 1994).

Tant sur le plan de l'offre que sur celui de la demande, on observe la prééminence de l'outil vidéo. Pourtant celui-ci est, dans la réalité, toujours relativement peu utilisé !

Chaque nouveau film de prévention ne manque pas de susciter de vives polémiques entre spécialistes, tant il est vrai que ce qui fait surgir les passions, c'est l'image bien plus que les textes! (Jalons 1994).

Ces polémiques ont jalonné le cheminement de la pensée des professionnels vers une éthique de la prévention. Certaines peuvent paraître dépassées. Elles témoignent de la rapide évolution en France de la réflexion sur la prévention.

A qui incombe la mission de prévention ?

Des messages disaient que la prévention était l'affaire de tous. Tandis que les professionnels clamaient haut et fort que la prévention était avant tout affaire de spécialistes, les enseignants disaient que leur mission était la transmission de savoirs et qu'ils ne voulaient pas suppléer à la mission éducative des parents, lesquels avouaient souvent leur incapacité à bien éduquer et prévenir...

Ce débat, plus français qu'europpéen (dans beaucoup de pays anglo-saxons, une éducation sur les drogues fait partie des cursus scolaires et des programmes de formation des enseignants) a trouvé un terrain pratique avec la création des Comités d'Environnement Social et de la Citoyenneté (anciens CES), groupes d'adultes-relais agissant entre le milieu scolaire et les instances spécialisées.

Faut-il produire pour les enfants ou pour les parents/éducateurs ?

Ce débat, né de la prise de conscience du fait que la prévention devait intervenir au plus tôt dans l'éducation des enfants s'est concrétisé vers 1993 : cette année-là, on a en Europe, pour la première fois produit plus de films à l'intention des adultes, parents, enseignants et éducateurs.

Cette tendance fut de courte durée. L'évolution récente des modes de consommations des jeunes avec forte augmentation des drogues de synthèse et de polyconsommations orientera à nouveau les messages en direction des jeunes.

Peut-on prévenir sans évoquer les causes ?

L'importance du contexte social est visible pour la première fois dans une campagne allemande en 1994. Cela traduit une autre prise de conscience : l'individu n'est pas seul responsable de son usage de drogues, mais aussi son environnement. Les messages de prévention devaient donc tenir compte des causes sociales de l'usage de drogues. On peut voir là les premières tentatives pour faire évoluer les représentations populaires sur les usagers de drogues.

Peut-on prévenir en évacuant la question du plaisir ?

Dans un souci de rester crédible auprès des jeunes, on a pris conscience, en 1997, qu'on avait jusqu'alors évacué cette question de tous les messages par peur que la consommation de substances psychoactives ne fasse encore plus d'adeptes... Seuls 1% des films recensés par *Drogues & Images* ont abordé le sujet (quelques longs-métrages

des années 68/70, un documentaire belge en 1982, des films de prévention néerlandais et allemands en 1993 et 1996).

La France en a fait un des thèmes majeurs lors de la Semaine Européenne de Prévention en 1998. On peut voir dans ce type de discours les premiers pas d'un parler vrai.

Faut-il prévenir ou seulement informer ?

Ce débat remettait trop en cause l'obligation morale, ressentie par beaucoup de professionnels et d'élus, quant à la nécessité même de prévenir, pour être réellement considéré. Pendant longtemps les professionnels ont pensé l'information comme nécessaire mais non suffisante en matière de prévention.

Par ailleurs, il est difficile de donner une information partielle sur les risques d'une consommation, sans les sur-dramatiser. Informer pour permettre à l'individu de faire ses choix de vie a été une méthode utilisée, avec plus ou moins de partialité, aussi bien dans des pays restés plutôt répressifs que dans les pays plutôt libéraux.

On peut voir dans cette démarche les prémices d'un discours où l'on essaie de s'abstenir d'influencer pour donner une information vraie. Encore faut-il que les discours scientifiques sur la dangerosité des substances et la réalité des risques soient les mêmes dans tous les pays européens...

Les messages nouveaux sont arrivés

Développé dans un premier temps pour réduire les risques d'expansion du sida par l'échange de seringues entre usagers de drogue, le concept de réduction des risques s'est étendu ces dernières années à de nombreux pays.

Ce débat a été et est toujours un des plus importants en Europe. Il sépare les professionnels en deux catégories : ceux pour qui la prévention a pour but une société sans drogues et ceux qui, assumant la réalité d'une consommation qui a toujours existé, considèrent que leur mission de santé publique consiste à informer pour limiter les dommages dus à cette consommation.

Les Pays-Bas ont été les premiers - au niveau des messages médiatiques - à entrer dans cette démarche (1991), suivi du Royaume-Uni (1997) et de la France en 1999 (sans compter les nombreuses pro-

ductions associatives ou médiatiques qui ont précédé les actions gouvernementales en France et en Allemagne).

Cette optique a remis en cause des démarches antérieures :

- le fait de montrer les produits : il s'agit maintenant non seulement de les montrer, mais de faire une description aussi complète que possible de leurs effets positifs comme négatifs, et des risques encourus de manière à les réduire,
- on s'adresse à nouveau aux jeunes susceptibles de consommer, peu sous forme audiovisuelle, mais davantage sous forme de cartes imprimées, distribuées dans les lieux festifs, informant des risques par substance (Allemagne, France, UK).
- un parler vrai s'instaure de plus en plus : la peur, la dramatisation, les demi-mensonges par omission sont évacués...

Un nouveau contexte

Depuis 1995, le contexte social en Europe a changé très rapidement. Nous disposons aujourd'hui :

- de meilleures informations épidémiologiques grâce au travail de l'Observatoire européen (OEDT),
- de nouvelles connaissances scientifiques dans la plupart des pays.

En France, le Rapport du Prof. Roques sur la dangerosité des drogues, ainsi que celui du Prof. Parquet sur la prévention ont joué un grand rôle dans la détermination de l'actuel plan triennal de la MILDT : ils vont dans le sens de la réduction des risques et toutes les substances, qu'elles soient licites ou illicites, sont aujourd'hui traitées sur le même plan par le même organisme interministériel...

On observe par ailleurs en Europe :

- une expansion de la consommation parmi les jeunes (drogues synthétiques, cannabis) et de nouveaux comportements de consommation (polyconsommations),

- une progression de l'application du concept de la réduction des risques, et donc du pragmatisme face à l'étendue actuelle de la consommation,
- une évolution des lois et directives nationales : plusieurs pays n'arrêtent plus un consommateur de cannabis pour simple usage.
- les prérogatives de la Commission Européenne, concrétisées en 1995 par l'application d'un premier plan d'action contre les drogues commencent à produire leurs effets dans le sens des échanges et d'un début d'harmonisation des politiques.

Notons enfin l'apparition d'un nouveau média de communication, l'Internet, qui peut favoriser le prosélytisme et la consommation mais qui peut aussi être un excellent outil de prévention. Ainsi un film de prévention a commencé à être diffusé sur le net en 1998 dans le cadre du projet Prevnet.



La maquette d'un cédérom de la base de données Drogues & Images, était terminée au moment de l'interruption brutale du projet. Il n'a donc pas été gravé et diffusé. Au dos du cédérom, il y avait le logo des 25 membres européens qui y avaient contribué. In memoriam.

Continuons le débat !

Pour beaucoup, il apparaît de plus en plus évident que les politiques ne pourront évoluer que si l'opinion publique évolue elle-même. Il devient donc nécessaire de démythifier, de dédramatiser (*déconstruire*, dit Michel Rosenzweig) les drogues afin de changer les représentations sociales renforcées pendant des décennies par les films «noirs» et les discours alarmistes.

En Italie, des acteurs de prévention utilisent ces films noirs pour étudier avec de jeunes élèves tous les clichés qui s'y trouvent.

Fin 97, l'OEDT lance en Europe un concours photo : *Changer l'image du toxicomane*.

Fin 98, le CRIPS lance en France un concours de scénarios sur les drogues sous l'exergue suivante: *Contentons-nous de faire réfléchir, n'essayons pas de convaincre*.

Changer les représentations est aussi l'un des objectifs figurant dans l'actuel plan triennal de la MILDT (1999-2001).

Cette démythification, outre le fait qu'elle peut faire reculer l'exclusion des usagers de drogues et donc favoriser leur prise en charge, permet aussi de redonner au *problème drogue* sa juste proportion parmi les autres problèmes de santé publique : l'abus d'alcool est source de plus de dégâts ! La distinction entre drogues licites et illicites s'amenuise...

Cette démythification devrait aussi permettre d'ouvrir un débat social, politique, et moral pour certains... (la perte de nos valeurs utilisée comme argument pour expliquer violence et délinquance !) Je pense, pour ma part, qu'il faut savoir abandonner quelques unes de nos vieilles valeurs pour pouvoir en bâtir de nouvelles...

Le politique a besoin de l'opinion publique pour évoluer, en même temps qu'il a une capacité à la faire évoluer.

Questions d'aujourd'hui

• Peut-on encore envisager une société sans drogue face à l'ampleur du phénomène ? Et ce dans une société qui se bourre de médicaments pour être en forme, pour être compétitif, pour réussir, pour maigrir, pour vieillir moins vite... Mme Maestracci, Présidente de la MILDT, pense que non, mais cette idée n'est pas encore reconnue partout en Europe.

• L'Europe pourra-t-elle encore longtemps suivre les États-Unis dans sa guerre à la drogue ?

Si pour l'opinion publique, l'attachement aux vieilles valeurs est un frein à l'évolution des politiques en matière de drogues, il en est un autre, et de poids, qui sont les conventions internationales elles-mêmes...

Je reviens rassurée d'une conférence (SALIS, New-York, mai 2000) : il y a là-bas des discours qui s'éloignent de la politique officielle répressive et qui disent en substance : *Ne sommes-nous pas aujourd'hui réduits à réduire aussi les risques de la prohibition ?*

Une autre réflexion intéressante est celle d'un médecin/psychanalyste belge, Jean-Pierre Jacques, argumentée dans son livre «Pour en finir avec les toxicomanies» : *La consommation de drogues n'est-elle pas un effet inattendu et pervers des discours et des mesures qui visent à la prévenir ?*

Déjà, lors du colloque *Drogues & Images* en 1994, quelques réflexions nous avaient mis sur cette voie. Daniel Siboni, psychanalyste, avait déclaré : *Faire des images (de prévention) est l'acte de non-toxicos pour répondre à leur propre angoisse devant les toxicos*. Le Prof. Claude Benhamou avait par ailleurs déclaré qu'il fallait *en finir avec cette idéologie de la prévention-vaccination par le message...*

Alors, question iconoclaste, faut-il continuer à prévenir ?

La dernière vidéo que j'ai ramenée des États-Unis *Let's talk*, produite par une association de prévention reconnue, montre que dans les années 90, les adolescents américains avaient reçu plus de cours de prévention que jamais dans l'histoire, et que jamais le nombre d'usagers n'avait autant augmenté au sein de cette population...

Dans cette vidéo, les témoignages des jeunes qui ont vécu (subi ?) cette prévention sont particulièrement édifiants. Cela fait réfléchir... Continuons le débat !